

# Du « spaciocide » au génocide : réflexions sur la guerre à Gaza

mercredi 29 novembre 2023, par [HANAFI Sari](#) (Date de rédaction antérieure : 28 novembre 2023).

## Sommaire

- [La longue histoire d'un \(...\)](#)
- [Le glissement vers le génocide](#)
- [La complicité militaire et \(...\)](#)
- [Après la violence, le dialogue](#)

En tant que Palestinien qui a grandi dans un camp de réfugiés et qui vit avec le traumatisme transgénérationnel des atrocités israéliennes commises contre le peuple palestinien, je mesure pleinement la difficulté, émotionnelle et mentale, de réfléchir lorsque la voix des armes rend muette celle de la raison. Comment pouvons-nous aujourd'hui analyser cette guerre sans endosser toute la responsabilité morale et sociale qu'elle impose ? Certains pointent l'histoire de la violence israélienne dans la région pour disculper le Hamas, d'autres considèrent qu'on ne peut pas demander aux Palestiniens d'adopter une position équilibrée, alors même que ces derniers sont déshumanisés et considérés comme des « animaux-humains » par leur adversaire. La réticence de certains à porter un jugement moral sur les actions du Hamas, même si elles semblent politiquement désastreuses, peut s'expliquer par une forme d'empathie avec le sort du peuple palestinien. Et pourtant, la guerre qui se déroule actuellement doit être analysée à l'aune du seul critère qui vaille : la condamnation de toute attaque qui ne fait pas de distinction entre civils et militaires.



Photo de [Mohammed Ibrahim](#) sur [Unsplash](#)

---

## La longue histoire d'un *spaciocide*

L'opération Déluge d'al-Aqsa a largement été mise en parallèle avec la guerre du 6 octobre 1973 au cours de laquelle les armées arabes ont surpris Israël. Elle a été interprétée comme une rupture fondamentale dans l'histoire politique du conflit israélo-palestinien. Je m'inscris en faux par rapport

à ces thèses en m'attachant à montrer que le 7 octobre se situe dans la continuité des accords d'Oslo, intervenus 30 ans plutôt entre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et Israël. Ces accords et leur héritage pourraient bien expliquer, du moins en partie, comment les gouvernements en Israël ont, tour à tour, intensifié leur oppression dans l'objectif de poursuivre la colonisation, l'effacement des Palestiniens et la stabilisation du régime d'apartheid. L'accord de paix a conduit à la création de l'Autorité nationale palestinienne (ANP) dans les territoires palestiniens occupés (TPO), destinée à assurer une autonomie provisoire pendant cinq ans seulement, le temps que les négociations résolvent les questions fondamentales en suspens. Trois décennies plus tard, l'ANP est toujours en place mais perd sa légitimité avec 60 % de la Cisjordanie sous contrôle israélien.

Même si je plaide depuis longtemps en faveur d'une solution à un État (séculier et démocratique), je ne suis évidemment pas opposé à un processus de paix, et je ne peux pas dire que seule la guerre peut restaurer les droits des Palestiniens. Si les accords d'Oslo ont été considérés par certains comme un processus mort-né, je faisais pourtant partie des optimistes. En effet, j'ai été le témoin de la possibilité de créer une dynamique propice à l'obtention d'un compromis pour les deux parties, au moins en ce qui concerne le partage des territoires. Toutefois, il faut aujourd'hui bien reconnaître que c'est l'échec des accords d'Oslo qui a conduit à la situation désastreuse que nous vivons actuellement.

En effet, dès 1998, j'ai émis des doutes sur ces accords car ils restaient silencieux sur le traitement réservé aux colonies dans les TPO. Alors que je vivais à Ramallah, j'ai eu une longue discussion sur ce sujet avec mon cher et regretté ami Ilan Halevi, alors conseiller du ministre palestinien des Affaires étrangères, Nabil Shaath. Ce dernier avait admis, lors de notre rencontre, que le sort des colonies était la pierre d'achoppement des négociations et que par conséquent la mention de leur suppression ne pouvait pas figurer dans ces accords. Il y est mentionné que « personne ne peut modifier la géographie sans le consentement de l'autre partie », formule si vague qu'elle pouvait être interprétée de différentes manières. Les négociateurs palestiniens avaient alors compté sur la communauté internationale pour forcer Israël à cesser la construction de ses colonies illégales. Or, les statistiques de l'ONU montrent que le nombre de colonies a triplé en 2000 passant ainsi de 110 000 à 450 000 en seulement 7 ans. Aujourd'hui, leur nombre est estimé à 700 000. Au-delà de l'accaparement du territoire, Israël siphonne aussi régulièrement les ressources en eau stockées dans des aquifères souterrains palestiniens pour l'usage des colons, tout en privant les Palestiniens de l'accès à leur propre eau.

Entre 1999 et 2004, j'ai vécu dans les territoires palestiniens occupés, au cœur de la seconde Intifada. À cette époque, je m'intéressais beaucoup à la question des réfugiés palestiniens, mais aussi à la sociologie politique du conflit. C'est dans ce contexte que j'ai élaboré le concept de « spaciocide[1] ». Je considère le projet des colons israéliens comme un *spaciocide* (par opposition au génocide), en ce sens qu'il cible des terres dans le but de rendre inévitable le transfert « volontaire » de la population palestinienne qui y vit. Le *spaciocide* est une idéologie délibérée porteuse d'un processus rationnel et dynamique, car il est en interaction constante avec le contexte de la résistance palestinienne. La réalisation de ce *spaciocide* devient possible grâce au projet de colonisation, de la séparation des territoires palestiniens et du recours à l'état d'exception qui justifie des actions rapides et adaptées, notamment la suspension de certaines garanties juridiques.

Depuis 2005, le déni de la citoyenneté palestinienne et le remplacement de l'État de droit par une tapisserie de règlements, de procédures et de décrets ont connu une forte accélération[2]. Entre 2008 et 2023, la colonisation de peuplement a causé la mort de 6 407 Palestiniens contre 308 Israéliens (rapport de 21 à 1) et a blessé 152 560 Palestiniens contre 7 307 Israéliens. De janvier à septembre 2023, plus de 223 Palestiniens et près de 30 Israéliens ont été tués dans les affrontements liés à la colonisation, sans que les médias occidentaux n'en parlent réellement.

## **Le glissement vers le génocide**

Si le *spaciocide* perpétré par Israël contre le peuple palestinien est toujours en cours, la guerre que nous vivons contre la bande de Gaza depuis les attaques du 7 octobre semble d'une tout autre nature. Au-delà de l'occupation spatiale de Gaza, il s'agit d'une éradication systématique et ciblée des Gazaouis, car nul n'est capable de distinguer entre insurgés et civils dans ces conflits[3]. Ainsi, l'actuelle guerre a déjà causé la mort de 15 000 Palestiniens (dont 5 870 enfants) de Gaza, contre 1 220 morts (dont 22 enfants), côté israélien.

Toutes ces victimes palestiniennes ne peuvent être considérées comme des dommages collatéraux d'une guerre contre le Hamas. Il y a bien là un glissement qui s'est opéré, du *spaciocide* au génocide, notion définie en droit international comme « l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel[4] ». Telle est du moins la définition donnée par la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide de décembre 1948. Le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a parfaitement clarifié cette intention génocidaire le 9 octobre, lorsqu'il a déclaré : « Nous imposons un siège complet à Gaza. Pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant. Tout est fermé. Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence[5] ». Ce ghetto est assiégé par Israël (avec la complicité de l'Égypte) depuis 2007. Il n'y a pas de sanctuaire dans cette minuscule enclave terrestre de 40 km de long et seulement 8 km de large et dans laquelle sévit une crise humanitaire épouvantable touchant 2,3 millions d'habitants.

Tenant compte de la brutalité de l'occupation israélienne et du sort réservé à la bande de Gaza, ne peut-on pas voir dès lors, dans les attaques du 7 octobre, l'expression d'une résistance légitime ? Historiquement, nous avons des exemples similaires. Le politologue américain, Norman Finkelstein, nous rappelle à quel point les révoltes d'esclaves aux États-Unis ont également donné lieu à de nombreuses exactions. Le sociologue noir américain W. E. B. Du Bois et le réformateur social et abolitionniste américain Frederick Douglass n'ont d'ailleurs jamais critiqué ces pratiques. David Rovics compare également ce qui s'est passé le 7 octobre au soulèvement du ghetto de Varsovie au printemps 1943. À l'époque l'Organisation juive de combat (OJC) est parvenue à forcer l'armée allemande à retirer ses troupes de la ligne de front dans la guerre avec l'URSS -qu'elle était d'ailleurs en train de perdre - afin d'affronter un groupe de civils du ghetto affamé qui résistait avec des armes de fabrication artisanale[6]. Ces exemples montrent que la résistance est l'arme des humiliés. Ainsi, en dépit du nombre considérable de morts, les Palestiniens ont montré qu'ils préféreraient se battre debout pour la justice et la liberté, plutôt que de subir passivement l'humiliation et de mourir à petit feu.

## **La complicité militaire et politique de l'Occident**

Les Palestiniens, après des décennies de silence arabe et international face au projet israélien de colonisation et d'apartheid, ont changé la donne. L'orgueil a finalement rattrapé Israël et ses dirigeants, qui se sont longtemps crus invincibles et ont constamment sous-estimé leurs ennemis. La communauté internationale est aujourd'hui plus que jamais divisée : la quasi-totalité des pays occidentaux est favorable aux représailles disproportionnées d'Israël, tandis que le « sud global », avec le poids de l'Iran, de la Russie et de la Chine, serait en faveur d'un cessez-le-feu et d'un processus de paix. Les manifestations, malgré certaines interdictions, ont été colossales dans presque toutes les grandes villes du monde. Surtout à la suite du bombardement israélien de l'hôpital arabe al-Ahli à Gaza, fondé en 1882 et géré par l'Église anglicane. Ce dernier a tué près de 500 Palestiniens, ce qui a suscité l'indignation mondiale face au massacre de personnes qui, pour la plupart, se mettaient à l'abri des bombardements israéliens incessants sur l'enclave assiégée.

Certains médias et hommes politiques occidentaux ont repris à leur compte l'affirmation israélienne

selon laquelle cet hôpital a simplement été bombardé, sans se baser sur les vérifications de sources indépendantes. Il est grand temps que les Israéliens, les Américains, les Britanniques, les Français et les Allemands tirent les leçons de l'Histoire. Leur façon d'anonymiser les auteurs de cette attaque les rend complices. Leur refus continu de condamner les tueries des enfants et civils palestiniens va à l'encontre des valeurs démocratiques qu'ils défendent. Combien de fois avons-nous entendu que le Hamas voulait détruire Israël[7] sans nous poser la question de savoir comment Israël détruisait effectivement les TPO ?

Certains de ces pays (en particulier l'Allemagne et la France) soutiennent non seulement le projet colonial israélien, mais interdisent également toute manifestation ou tout port d'un drapeau palestinien ou d'une Keffiyeh. Ils prétendent que ce serait un acte antisémite de soumettre Israël aux mêmes normes du droit humanitaire international, ce même droit utilisé pour évaluer la conduite du Hamas. Ils acceptent que le droit d'Israël d'exister soit égal au droit d'Israël d'anéantir le peuple palestinien (soit en masse, comme à Gaza, soit lentement, comme en Cisjordanie). Gaza reste un territoire occupé en vertu de la quatrième convention de Genève, ce qui confère à Israël la responsabilité première de protéger la population civile occupée. Ce cadre rend caduc le discours israélien sur la « guerre juste » et le « droit à l'autodéfense ».

Ce positionnement ne concerne pas seulement les politiques occidentaux qui se soucient des groupes d'intérêts nécessaires à leur (ré)élection, mais aussi de nombreux universitaires et journalistes. Aujourd'hui, les journaux israéliens, tels que Haaretz, sont bien plus critiques face à cette guerre que les journaux européens. Dans le champ universitaire, l'Association israélienne de sociologie est, elle aussi, beaucoup plus critique à l'égard des violations israéliennes des lois internationales que leurs pendants en Europe. Le positionnement public de certains grands universitaires nous laisse parfois perplexe. Nous nous souvenons tous de la manière dont Robert Badinter a promulgué l'abolition de la peine de mort en France en 1981. Aujourd'hui, Élisabeth Badinter, philosophe et féministe, a, par sa déclaration[8], décrété la peine de mort collective pour la population de Gaza.

Il va sans dire qu'il existe aussi en Occident des universitaires et des défenseurs des droits de l'homme. Nous pouvons notamment citer le cas de Craig Mokhiber, directeur du bureau de New York du Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme. Ce dernier a démissionné le 31 octobre en dénonçant la complicité des Nations unies et de l'Occident dans les abus israéliens. Par ailleurs, nous assistons aussi à un nouveau phénomène dans les universités américaines qui, pour la première fois, soutiennent fermement la lutte du peuple palestinien, et il en va de même dans certaines facultés en Europe. Les centaines, voire les milliers de pétitions signées par des universitaires occidentaux contre la guerre à Gaza et l'occupation des TPO tranchent avec la chasse aux professeurs et aux chercheurs accusés d'« apologie du terrorisme » au Royaume-Uni, en France et en Allemagne parce qu'ils ont exprimé leur soutien à la cause palestinienne.

Les autorités politiques occidentales comptent aujourd'hui sur les soi-disant dirigeants arabes modérés pour « pacifier » les Palestiniens pendant que se poursuit le projet israélien de colonisation. Elles se sont appuyées sur l'accord de paix en cours de négociation entre l'Arabie saoudite et Israël en septembre 2023 - et qui aurait asséché les fonds provenant des secteurs privé et public saoudiens - pour faire pression sur les Palestiniens afin qu'ils acceptent une solution encore moins équitable. L'idée qu'une paix entre Israël et l'Arabie Saoudite créerait un « Nouveau Moyen-Orient[9] » qui serait « plus sûr » a clairement volé aux éclats le 7 octobre.

L'une des dures leçons de ce 7 octobre est que le Moyen-Orient ne sera jamais « sûr » sans une solution à la question palestinienne. Le Hamas bénéficie en effet d'un très large soutien de la part du peuple palestinien, dans les territoires occupés et dans la diaspora. Sa popularité s'explique par l'absence de solutions politiques avec Israël et la nécessité d'infliger « un coût » au projet colonial

israélien. Ceux qui contestent les actions du Hamas devraient nous expliquer pourquoi l'autorité palestinienne « modérée » a été incapable de forcer Israël à abandonner la Cisjordanie et à mettre fin à l'occupation. Cette autorité n'avait plus aucune carte en main depuis que ses dirigeants sont devenus dépendants de leur renoncement inconditionnel à l'usage de la violence contre Israël en échange de leurs moyens de subsistance et de l'aide des pays occidentaux et arabes.

C'est ainsi que les tentatives, de part et d'autre, de « faire oublier » ou « d'endormir » la question palestinienne ont conduit la région et le monde au bord de l'abîme. Mais qu'est-ce qui explique que l'Occident est à ce point complice du projet colonial israélien ? Bien sûr, il y a d'abord l'Histoire, ce sombre souvenir de l'Holocauste qui plane sur les pays européens et qui fait d'eux des soutiens inconditionnels d'un pays colonisateur. Mais il y a aussi, cette espèce de croyance en cours dans les chancelleries occidentales qu'Israël est un pays séculier, ce qu'elles croient être un gage de paix. Or rien n'est plus faux, et la montée de l'ultra-orthodoxie en Israël, en est un exemple flagrant. Je me souviens encore d'une intervention publique d'Alain Touraine à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) à Paris en 1993, au cours de laquelle il a évoqué le « miracle » israélien de l'absorption de 150 000 juifs russes en l'espace d'un an. Lorsque j'ai contesté ce miracle, car certains de ces migrants étaient installés illégalement dans les territoires palestiniens occupés, il a répondu : « Ces migrants changeront l'équation : ils ont grandi en Union soviétique, ils sont laïques et soutiendront donc le processus de paix ». Il ignore certainement qu'ils ont créé le parti politique d'ultra-droite *Israel Beytenou* (Israël notre maison) et qu'ils se sont alliés au mouvement des colons religieux en Cisjordanie.

Ainsi, la lecture du conflit israélo-arabe reste aussi dominée en Occident par une laïcité islamophobe qui ne peut que s'opposer au Hamas. En le considérant comme l'équivalent de l'État islamique, le Hamas devient la cible à éliminer et les Palestiniens de Gaza, les hommes sacrifiés[10] qui peuvent être tués sans que leurs assassins n'aient à répondre de leurs actes.

## Après la violence, le dialogue ?

Dans l'histoire contemporaine, aucun projet de colonisation de peuplement n'a pu être démantelé par la seule négociation sans que celle-ci ne soit accompagnée d'une utilisation de la force armée. La lutte pour l'indépendance de l'Algérie a coûté la vie à 1,5 million d'Algériens. Les Palestiniens ont essayé la non-violence, sans résultat.

À rebours des dynamiques de normalisation avec l'État hébreu qui ont tenté d'effacer la question palestinienne, le Déluge d'Al-Aqsa a été perçu par les habitants de la région comme un moyen de restaurer la dignité des Palestiniens et de tous ceux qui croient en la justice. Ne reste plus qu'à espérer que cette guerre forcera Israël et la communauté internationale à faire pression en faveur d'une solution politique équitable ou, du moins, à avancer vers un dialogue entre partenaires égaux[11].

## **Sari Hanafi**

### Notes

[1] Sari HANAFI, "Explaining Spacio-Cide in the Palestinian Territory : Colonization, Separation, and State of Exception." *Current Sociology* Volume 61, Issue 2, 2012. pp. 190-205.

[2] "Introduction", In *The Power of Inclusive Exclusion : Anatomy of Israeli Rule in the Occupied Palestinian Territories*, edited by Adi OPHIR, Michal GIVONI, and Sari HANAFI, 15-32. New York :

Zone Books, 2009.

[3] Mary Kaldor, *New and Old Wars : Organized Violence in a Global Era*, Stanford, CA, Stanford University Press, 1999.

[4] Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide (OHCR), URL : <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-prevention-and-punishment-crime-genocide> (consulté le 27 novembre 2023).

[5] "Defense minister announces complete siege of Gaza : No power, food or fuel", *The Times of Israel*, 9 novembre 2023 (consulté le 22 novembre 2023). URL : [https://www.timesofisrael.com/liveblog\\_entry/defense-minister-announces-complete-siege-of-gaza-no-power-food-or-fuel/](https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/defense-minister-announces-complete-siege-of-gaza-no-power-food-or-fuel/).

[6] David ROVICS, "Gaza Ghetto Uprising", *CounterPunch*, 9 octobre 2023 (consulté le 23 novembre 2023). URL : <https://www.counterpunch.org/2023/10/09/the-gaza-ghetto-uprising/>

[7] Il est à noter qu'en 2017, le Hamas a dévoilé sa nouvelle charte qui reconnaît les frontières de 1967. Voir : [https://www.lepoint.fr/monde/le-hamas-va-devoiler-sa-nouvelle-charte-qui-reconnait-les-frontieres-de-1967-29-04-2017-2123575\\_24.php#11](https://www.lepoint.fr/monde/le-hamas-va-devoiler-sa-nouvelle-charte-qui-reconnait-les-frontieres-de-1967-29-04-2017-2123575_24.php#11).

[8] Élisabeth Badinter, *Conflit Israël/ Hamas : deux poids, deux mesures ? Emission C à vous*, 25 octobre 2023. URL : [https://www.youtube.com/watch?v=\\_aShCfV4-Zk&ab\\_channel=C%C3%A0](https://www.youtube.com/watch?v=_aShCfV4-Zk&ab_channel=C%C3%A0)

[9] "Netanyahu : Saudi Peace would create 'new Mideast'", *The Jerusalem Post*, 24 septembre 2023.

[10] Giorgio AGAMBEN, *Homo Sacer : Sovereign Power and Bare Life*. Stanford, CA : Stanford University Press, 1998.

[11] Sari HANAFI, "Toward a Dialogical Sociology : Presidential Address - XX ISA World Congress of Sociology 2023." *International Sociology* 39 (1), 2023.

---

## **P.-S.**

- CAREP Paris. 28/11/2023 : <https://www.carep-paris.org/recherche/du-spaciocide-au-genocide/>
- Sari Hanafi est professeur de sociologie, directeur du Centre d'études arabes et moyen-orientales et président du programme d'études islamiques de l'Université américaine de Beyrouth. Il est le

président de l'Association internationale de sociologie et était vice-président du Conseil arabe pour les sciences sociales. Il est également rédacteur en chef d'Idafat : le journal arabe de sociologie. Titulaire d'une thèse obtenue à l'EHESS en 1994, son parcours universitaire l'a ensuite mené en Italie, en Norvège et en Égypte. Il est l'auteur de nombreux articles et de 18 livres dont *The Oxford Handbook of the Sociology of the Middle East* (avec A. Salvatore et K. Obuse) et *Knowledge Production in the Arab World : The Impossible Promise* (avec R. Arvanitis). En 2019, il a reçu un doctorat honorifique de l'Université nationale de San Marcos. Son ouvrage en préparation, intitulé *Ethics, religion and dialogical sociology*, propose une réflexion sur la religiosité croissante dans différents espaces géographiques, et se situe au croisement de la sociologie politique et de la philosophie morale.